

COMMUNISTES

Entreprises, situation politique, centenaire du PCF

Compte rendu du CN des 12/13 octobre (pp. 3, 4, 5)

Vidéo
On assiste
à un braquage
politique et
médiatique
(Fabien Roussel)



L'AIR DU TEMPS

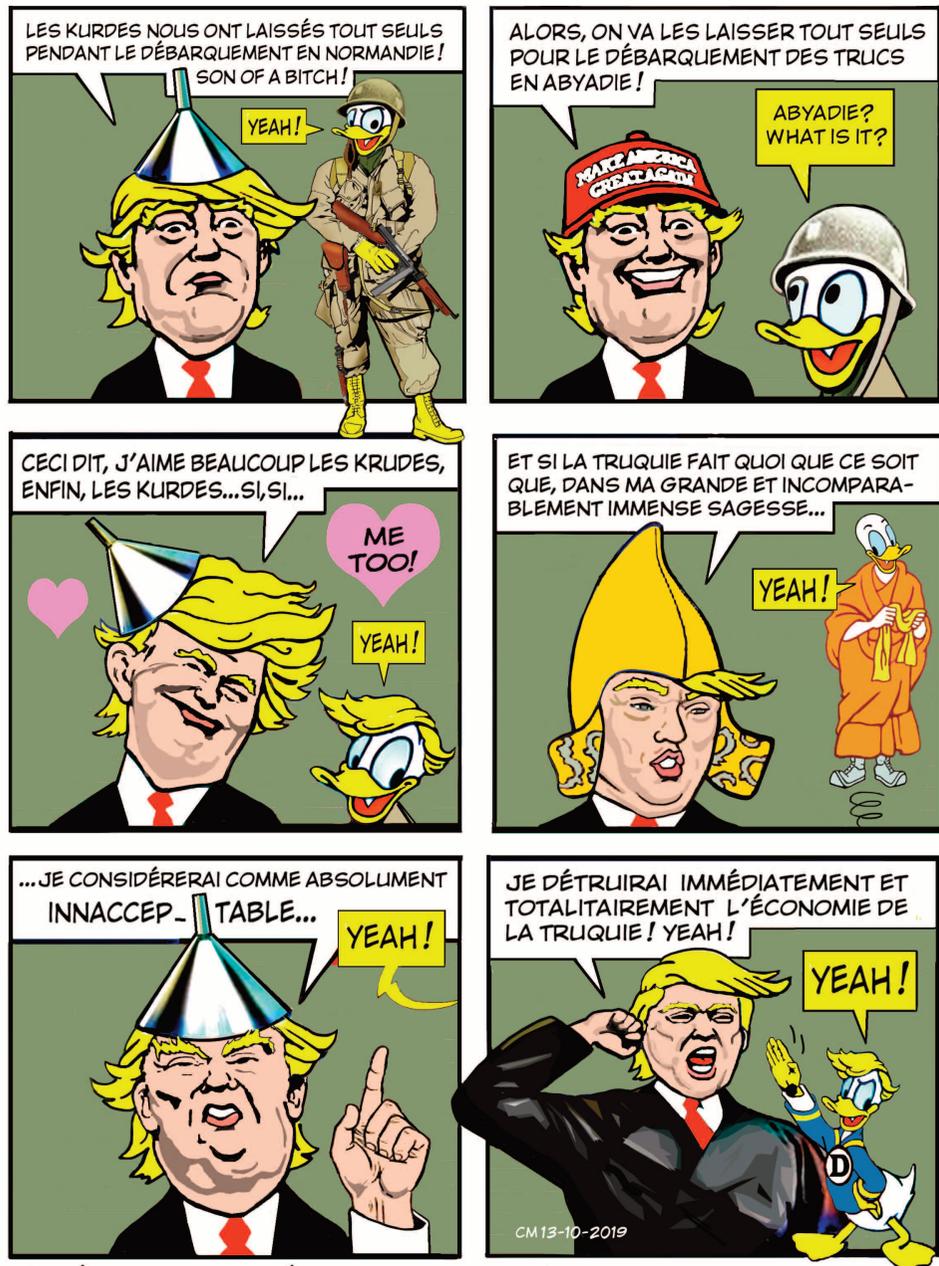
Roman noir de l'économie

À l'heure où la presse se fait l'écho des actions des salariés de GE de Belfort, on se souvient que le rachat de l'entreprise française Alstom Énergie par l'américain General Electric entre 2013 et 2015 fut un scandale d'État. Dominique Manotti en a fait un grand polar (*Racket*, éditions Les Arènes/Gallimard). Il s'agit certes d'une très libre adaptation, mais tous les ingrédients sont là : on y croise des histoires de corruption, un cadre supérieur kidnappé, les machinations de la justice américaine, le rôle d'agences d'État (comme la NSA), de l'espionnage massif, de la délation économique, la volonté hégémonique US, l'information manipulée, des finances occultes, le fonctionnement glauque des multinationales, l'aveuglement des pouvoirs publics français, le pantouflage d'énarques... Le talent de Dominique Manotti, qui sait transformer des enjeux économiques ou industriels en parfaits romans noirs (*Lorraine connection*, *Or noir...*), a fait le reste. ❖

Gérard Streiff



LE CARTOON DE CHANTAL MONTELLIER: TRUMP ET LES TRUCS



D'APRÈS LES TWEETS DÉMENTIS DE D.T. SUR L'AFFAIRE KURDE

AGENDA MILITANT

Exposition Trésor de banlieues à voir. Possible d'organiser des visites guidées jusqu'au 30 novembre 2019, halle des Grésillons, Gennevilliers (92) (<https://tresorsdebanlieues.com/exposition/>)

16 octobre : Tour de France des entreprises en Isère, Fabien Roussel sera à Grenoble (38)

16 octobre : Participation des élu-e-s communistes aux États généraux de la politique de la Ville, Grigny (91).

16 octobre 9-12h : On vote pour un référendum ADP, 52 avenue Foch, au Puy-en-Velay (43)

16 octobre 12 h : Bibliothèque populaire, UEC-JC Université de Perpignan (66)

16 octobre 18 h : Commission Culture Éducation Jeunesse et Vie associative, fédération, rue des Haras, Tarbes (65)

16 octobre 18 h 30 : Solidarité Rojava, place de la mairie, Saint-Denis (93)

16 octobre 18 h 45 : Atelier participatif Démocratie et culture, 37 rue Jules-Ferry, Bagnolet (93)

16 octobre 19 h : En différé, visionnage sur la chaîne Youtube de l'Université permanente, 34 av. Saint-Jacques, Beauvais (60)

16 octobre 19 h : Ici, c'est Blanc-Mesnil ! Une ville pour toutes et tous, 2 Pièces Cuisine, 42 bis avenue Paul-Vaillant-Couturier, Le Blanc-Mesnil (93)

17 octobre : Actions lors de la journée mondiale du refus de la misère

17 octobre : Journée d'actions nationale EDF

17 octobre : Tour de France des entreprises : Fabien Roussel sera dans l'Allier, en conclusion de la journée, meeting à 19 h 30 avec Fabien Roussel et Jean-Paul Dufrège, salle Champ Feuillet, Saint-Pourçain-sur-Sioule (03)

17 octobre 15 h : Les grévistes de l'ibis Batignolles s'invitent au siège d'Accor, 82 rue Henri-Farman, Issy-les-Moulineaux (92)

17 octobre 18 h : **17 octobre 1961 Vérité et justice. Rassemblement Pont Saint-Michel, Paris 5^e**

17 octobre 18 h : Résistants de la section juive de la MOI, mairie du X^e arr. de Paris

17 octobre 18 h 30 : Atelier de travail avec Sophie Mazet, professeure et auteure, Les formes nouvelles de l'antiracisme, 14 rue Victor-Hugo, Pantin (93)

17 octobre 19 h : Permanence pour le référendum sur ADP, bar La Perestroïka, 2 rue Thiergarten, Strasbourg (67)

17 octobre 19 h : Débat Le lycée avant le lycée, avec la philosophe Nathalie Perin, 10 rue Pichet, Bagneux (92)

17 octobre 19 h : Développons nos talents, 100 av. du Général-de-Gaulle, Chevilly-Larue (94)

17 octobre 19 h : Les balles du 14 juillet 1953, projection-débat en présence du réalisateur Daniel Kupferstein, auditorium Antonin-Artaud, Ivry-sur-Seine (94)

17 octobre 19 h : Participation citoyenne : Une nouvelle étape ensemble ?, 20 rue Carpeaux, Vitry-sur-Seine (94)

18 octobre 19 h : Climat. Qui sont celles et ceux qui manifestent ?, manifestation à La base, 31 rue Bichat, Paris 10^e

18 octobre : Référendum ADP, hôpital Laborit, Poitiers (86)

18 octobre 10 h 45 : Inauguration du jardin Martha Desrumaux, Jardin de la Caserne de Reuilly, Paris 12^e

18 octobre 18 h : Rencontre avec Éline Mokhtefi, militante de l'indépendance algérienne et de la décolonisation, qui présentera son livre *Alger, capitale de la révolution* (La Fabrique, 2019), place du Colonel-Fabien, Paris

18 octobre 18 h : Débat Une autre réforme des retraites est possible, salle 1 du centre Eugène-Seignier, Bresles (60)

18 octobre 18 h 30 : RIP-ADP, salle Ronny-Coutteure, Seclin (59)

18 octobre 18 h 30 : Bilan de la Fête de l'Humanité, salle du Merlet, Complexe Marcel-Paul, Ploufragan (22)

18 octobre 19 h : Atelier logement - avec Laurent Rusnier, 4 rue du Pont-Godet, Saint-Denis (93)

18-19 octobre : Fête de l'Humanité et des libertés, avec Ian Brossat et Jean-Marc Coppola au Cannel (06)

18-19 octobre : Université COCOPOP (PCF-JC/UEC), Salon de Blossac, 9 rue de la Tranchée, Poitiers (86)

19-20 octobre : **Hommages aux 27 de Châteaubriant (44).**

Pour connaître davantage d'initiatives, consulter le site www.pcf.fr

<http://www.pcf.fr/actions>

Vous pouvez nous communiquer vos initiatives à venir par courriel à communistes@pcf.fr

Relevé de décisions

Reconquérir les entreprises et les lieux de travail : un enjeu immédiat, économique, écologique, social, démocratique !

Pour porter le combat jusqu'au cœur du système capitaliste, il faut renforcer l'intervention du Parti dans les entreprises et les lieux de travail, lieux décisifs de la lutte des classes. Lieux de pouvoir du capital sur l'économie, l'État, les collectivités territoriales, la société et la vie quotidienne, les entreprises permettent au patronat d'imposer ses idées. Ce sont des lieux où se forgent un vécu d'expériences et des représentations sur lesquelles peuvent s'imposer les idées dominantes comme se construire une conscience de classe.

Avec la profondeur de la crise du capitalisme, l'échec des tentatives de réponses nourrit la défiance envers toute forme de pouvoir et d'organisation dans la société comme à l'entreprise. Parce que le consensus autour des gestions patronales est ébranlé, les dirigeant-e-s redoublent d'efforts pour diviser et intégrer les salarié-e-s.

Avec la révolution informationnelle, avec la financiarisation de l'économie, les entreprises et leurs réseaux sont devenus un véritable système nerveux de nos sociétés modernes et le travail est en pleine évolution. Après 5 réformes sur le droit au travail, le projet de loi sur la fonction publique vient affaiblir tout ce qui encadre la vie au travail de près de 23 millions de salarié-e-s et fonctionnaires.

Face à la culpabilisation des salarié-e-s pour la baisse du coût du travail au nom de la compétitivité, nous mettons en accusation le capital, son coût, sa domination, sa logique. Et nous voulons faire grandir les solidarités nécessaires entre fonctionnaires et salarié-e-s du privé, entre travailleurs de l'industrie et des services, entre cadres, ingénieur-e-s, employé-e-s et ouvrier-e-s, entre femmes et hommes, entre générations, entre travailleurs-euses français-e-s et étranger-e-s.

Nous voulons unir, faire converger toutes les aspirations émancipatrices et faire grandir les solidarités nécessaires entre mobilisations écologiques et sociales. Pour gagner l'augmentation générale des salaires et le

développement de l'emploi, pour gagner de nouveaux droits et de nouveaux pouvoirs pour les travailleurs-euses, pour révolutionner les rapports de production, pour imposer la responsabilité sociale et environnementale, il faut reconquérir les entreprises, les banques et les lieux de travail. Plus encore avec le risque d'une nouvelle phase de crise qui s'annonce particulièrement grave.

C'est un enjeu immédiat, économique, écologique, social, démocratique !

L'affaiblissement considérable de notre implantation à l'entreprise est un handicap important que nous voulons surmonter. Pour y arriver, nous engageons un processus de travail alliant production théorique, appropriations collectives, propositions structurelles et actions.

Le Conseil national appelle à la mobilisation des adhérent-e-s, des sections, des fédérations, à prendre part au débat qui s'ouvre et à s'emparer du plan de travail décidé :

1. **Désigner dans chaque fédération un-e responsable de l'activité en direction des entreprises et du monde du travail**, pour organiser notre activité en mettant en lien les communistes d'un même secteur d'activité afin de renforcer les réseaux nationaux de communistes à l'entreprise et dans les services publics, de renforcer les cellules et sections d'entreprises existantes avec pour objectifs d'en créer de nouvelles. Des expérimentations innovantes, des structurations à l'échelle de bassins d'emploi, des coopérations locales ou régionales peuvent être déployées pour aider au développement de notre activité et à sa structuration.

2. **Éditer une publication trimestrielle nationale du PCF en direction des entreprises** pour donner à voir des expériences militantes, l'action de nos élu-e-s, des éléments chiffrés et des articles de fond tournés vers l'action et vers l'efficacité militante.

D'autres ressources militantes seront mobilisées :

• En plus des publications réalisées par les commissions thématiques, encourager les publications des réseaux

organisés par secteurs d'activité.

• Un livret militant pour accompagner militant-e-s et responsables à l'activité à l'entreprise.

• Un module de formation sur l'activité à l'entreprise et nos propositions politiques.

3. **Dans la bataille des retraites, prioriser l'action à l'entreprise.** Avec l'objectif de faire reculer le gouvernement, la mobilisation des salarié-e-s, leur mise en mouvement dans le rapport de force seront déterminantes. C'est à la porte des entreprises, dans les salles de pause, les cantines et les restaurants d'entreprise que nous proposons d'agir prioritairement avec nos propositions. Nous voulons faire de la spécificité de l'action à l'entreprise un enjeu de toutes nos campagnes, notamment la campagne permanente contre le coût du capital décidée au congrès.

4. **Faire du Tour de France des entreprises du secrétaire national un point d'appui** pour mettre en débat nos propositions, pour donner à voir, dans l'action, l'importance du travail que nous engageons, pour réunir et organiser les militant-e-s actifs-ves à l'entreprise.

5. **Formaliser, par une rencontre annuelle avec les militant-e-s syndicaux-ales, la complémentarité d'action avec le monde syndical.** L'histoire du syndicalisme français, dans sa singularité, relève d'un rapport complexe au politique. Ni syndicat bis, ni courroie de transmission, l'activité politique à l'entreprise doit aussi s'appuyer sur une écoute du monde syndical, de ses militant-e-s et sur la recherche de complémentarités nouvelles et respectueuses des espaces de souveraineté de chacun-e. Une rencontre annuelle avec le monde syndical sera organisée.

6. **Engager un examen précis des groupes multinationaux** et de leurs sous-traitants, leur situation, les enjeux de lutte, de nos forces, et rechercher les contacts possibles à l'échelle européenne et mondiale pour développer des actions convergentes et communes ainsi que sur l'exigence de l'organisation, sous égide l'ONU, d'une COP financière et fiscale pour la justice sociale et

la transition écologique.

7. **Renforcer l'intervention des communistes dans les services publics** pour favoriser l'intervention politique des travailleurs, des usager-e-s, des élu-e-s pour défendre et développer nos services publics.

8. **Organiser des auditions de représentant-e-s de partis communistes et de transformation sociale** avec lesquelles nous sommes en lien sur les 5 continents, sur leur analyse des évolutions du monde du travail, de leurs pratiques militantes et des modes de structuration dans les entreprises.

9. **Encourager au plan européen des initiatives et batailles politiques communes** dans les cadres disponibles (PGE, GUE, Forum des gauches européennes) et au-delà, par exemple sur la protection sociale, la retraite, les salaires, les services publics etc. certaines pouvant déboucher sur des propositions de lois défendues simultanément par nos forces dans plusieurs assemblées.

10. **Une conférence nationale à l'automne 2020, préparée par des initiatives décentralisées dans les départements et les 13 grandes régions.** Pour avancer dans notre travail de production théorique et faire le point sur l'avancée de la mise en œuvre de nos décisions une conférence nationale sera organisée permettant la mobilisation d'un grand nombre de communistes à partir du travail engagé par les militant-e-s, les organisations du Parti, les commissions du Conseil national, de l'apport de nos revues, de la fondation Gabriel-Péri et faisant appel à des syndicalistes, des chef-fe-s d'entreprise, des chercheurs-euses... disponibles pour échanger avec nous. À cet effet, un processus d'auditions sera mis en œuvre tout au long de l'année. ✪

Ce relevé de décisions a été adopté à l'unanimité lors de la séance du CN consacrée à l'activité du Parti à l'entreprise, introduite par un rapport d'Aymeric Seassau, membre du CEN.

Dimension nouvelle de la crise

Dans son rapport, Christian Picquet fait le point sur les évolutions politiques, la rentrée du pouvoir macronien, l'enjeu des municipales et le calendrier d'actions du PCF. Extraits.

La crise française prend dès lors une dimension nouvelle.

À défaut de converger encore dans un mouvement d'ensemble, les foyers de contestation et de mobilisation s'accumulent : des jeunes se dressant contre le cynisme des gouvernants face au dérèglement climatique aux personnels soignants défendant la santé publique ; des enseignant·e·s soulevé·e·s contre la casse de l'école publique à la population de l'agglomération rouennaise angoissée par les retombés de l'incendie de Lubrizol ; des retraité·e·s aux pompier·e·s en passant, j'en ai parlé, par les policier·e·s.

La colère des salarié·e·s de General Electric ou de Michelin face aux liquidations industrielles donne également la mesure de la profondeur de la crise sociale.

Quant au soulèvement en cours du monde agricole, directement percuté par le libre-échange symbolisés les traités CETA ou MERCOSUR, ainsi que par la stigmatisation dont il fait l'objet pour des pratiques polluantes dont on ne lui donne pas les moyens de sortir, elle illustre la défiance qui se généralise envers la parole publique.

Ce n'est pas sans raison que le politologue Jérôme Joffre vient de parler d'une « *gilet-jaunisation de la société française* ».

Cela ne met que davantage en lumière l'inexistence d'un débouché progressiste à cette incandescence sociale et à cette instabilité politique.

D'un côté, du fait des défaites enregistrées depuis des années, le mouvement social se heurte à la difficulté de construire la convergence de ses luttes. De l'autre, l'état désastreux dans lequel le quinquennat précédent a laissé la gauche hypothèque les avancées qui seraient indispensables sur la voie d'un rassemblement, qui se ferait l'écho des aspirations populaires et s'affirmerait à partir d'une offre de rupture avec les logiques capitalistes.

Ne nous le cachons pas, ce vide et la déliquescence de la vie politique qui en résulte, sont lourds de dangers pour la France, pour notre peuple, pour la République. Car ils ouvrent un espace à toutes les solutions démagogiques, réactionnaires, autoritaires.

De ce point de vue, la manière dont le président de la République a rouvert la boîte de Pandore avec son prétendu débat sur l'immigration constitue une alerte.

(...) Notre parti a eu mille fois raison de répondre par la lettre de Fabien Roussel à Emmanuel Macron. Il fallait opposer avec force le devoir de solidarité et le combat de l'égalité des droits à la stigmatisation d'hommes et de femmes qui sont nos frères et nos sœurs, par-delà leurs origines, les conditions de leur venue, la couleur de leur peau ou leurs religions.

Et il était tout aussi indispensable que nous nous adressions au Conseil supérieur de l'audiovisuel afin qu'il soit mis fin à la complaisance d'une série de médias à l'égard de Monsieur Zemmour.

Nos camarades de la fédération des Hauts-de-Seine proposent, à leur tour, d'organiser un rassemblement ce lundi devant le siège de Cnews, pour protester contre le temps d'antenne quotidiennement octroyé par cette chaîne à ce personnage, condamné plusieurs fois pour ses appels à la haine raciale et religieuse. Je vous propose que cette initiative devienne celle de tout le parti et qu'elle soit prise en charge pratiquement par toutes nos fédérations d'Ile-de-France.

Tout cela doit nous renforcer dans la conviction que le Parti communiste a d'immenses responsabilités à assumer.

Sans nous dissimuler nos faiblesses, nous sommes une force militante qui compte. Qui dispose d'élu·e·s reconnu·e·s et implanté·e·s. Dont le rôle pour et dans les mobilisations est essentiel. Et qui est un repère dans la bataille idéologique qui fait rage.

Dès l'université d'été, puis à la Fête de l'Humanité, nous avons lancé un appel à une nouvelle union populaire. Nous nous sommes adressés à l'ensemble des forces de gauche et écologistes, que nous avons rencontrées par la suite.

Nous avons, à ces occasions, esquissé ce que devraient être les contenus de cette union populaire, afin qu'elle réponde aux défis de civilisation auxquels l'humanité doit faire face. Et nous avons proposé la méthode pour parvenir à conquérir une majorité politique et aboutir à un pro-

gramme de gouvernement en commun : non pas se limiter à des accords de sommet, mais construire le rassemblement de la base au sommet, avec les forces citoyennes comme avec le mouvement social, et sous leur contrôle.

Cela dit, au vu de l'état du paysage politique et social, la lucidité nous impose d'enregistrer que le chemin sera long, qu'il n'y aura pas de raccourci pour aboutir à une offre politique à même de battre le pouvoir actuel, la droite et l'extrême droite.

Il nous faut, en conséquence, être déjà de toutes les mobilisations, favoriser toutes les convergences imaginables, rassembler le plus largement, œuvrer aux politisations indispensables, et aider à ce que des victoires soient arrachées.

L'enjeu est décisif, car ces dynamiques à bâtir sont la condition pour que le monde du travail reprenne enfin confiance en lui, qu'il reprenne conscience de sa place et de sa force, et que, ce faisant, l'espoir renaisse.

Dans le même temps, il nous appartient de porter de grandes batailles politiques, autour de propositions alternatives aux orientations gouvernementales et aux choix du capital, l'objectif étant tout à la fois de dynamiser les luttes et de donner à voir qu'il est un autre avenir possible. »

Le rapporteur évoque deux de ces batailles, les retraites et ADP, sans oublier toutes celles qui vont se livrer contre la casse de nos industries. (General Electric) et les propositions de loi déposées par nos groupes parlementaires (Santé, statut des travailleurs des plateformes numériques).

« Je voudrais encore évoquer la nécessité de donner toujours plus de poids à nos propositions face au dérèglement climatique et à la catastrophe écologique.

Cette priorité de notre action s'est concrétisée, comme nous l'avions décidé lors de notre dernier Conseil national, par une présence bien plus visible que d'ordinaire dans les marches du mois de septembre. Il convient de poursuivre résolument dans cette voie. » ✪

Centenaire du PCF

Rapport de Guillaume Roubaud-Quashie sur le calendrier d'initiatives prévues en 2020. Extraits.

Le centenaire (du PCF) est une occasion précieuse de poser en grand la question de l'actualité et de la pertinence du communisme face aux enjeux contemporains. D'où cette bannière : « Cent ans d'avenir ». (...)

C'est un enjeu important dans la bataille politique présente. L'adversaire de classe ne se prive d'ailleurs pas d'attaquer ardemment sur ce terrain. Ce centenaire est aussi l'occasion de faire connaître largement des aspects et des figures de l'histoire du PCF qui peuvent être porteurs pour nous. (...)

Le centenaire, que nous le voulions ou non, sera l'objet d'une certaine attention médiatique. Ce sera une bataille. À nous d'en faire ce qu'il peut et doit être pour être utile : un grand moment de rayonnement et de renforcement allant bien au-delà des seuls rangs militants. Il y a notamment un enjeu pour la jeunesse. La conscience que le PCF est un parti qui a construit une part de l'histoire de ce pays est grande et nous devons aborder ce centenaire avec l'ambition de nous adresser au très grand nombre, ambition qui, au regard de l'objet, n'est pas du tout déraisonnable. Le centenaire peut ouvrir des portes qui sont en général fermées.

Propositions

Le centenaire doit être marqué par de grandes initiatives politiques. Nous pourrions ainsi rythmer l'année avec trois temps forts dans ce domaine.

Le centenaire pourrait s'ouvrir par un événement important : « Ce que les communistes ont apporté à la France » avec, notamment, l'expression du secrétaire national. Évidemment, il s'agirait de faire connaître, en un temps marqué par un doute sur l'utilité des organisations, l'efficacité du combat communiste. Dans le même temps, il s'agirait de dire ce que les communistes ont à apporter aujourd'hui, afin de lier, toujours, le passé au présent et à l'avenir.

Du 1^{er} au 7 juin : la semaine du centenaire. Il s'agit de multiplier les initiatives en direction du plus grand nombre : ouvrir les sièges, organiser des rencontres, des débats, des projections, des soirées, des initiatives dans les communes dans des lieux aux fortes empreintes communistes. Appuyé sur les spécificités de l'histoire locale, ce sera, dans les sections et les fédérations, le temps fort du centenaire, mêlant à chaque fois, autant que possible, initiatives politiques, culturelles et mémorielles, tournées vers les enjeux contemporains.

À Paris, cette semaine sera conclue par un week-end de débats, concerts, un grand bal populaire et un défilé artistique d'ampleur, « L'art prend la rue », avec ouverture du siège, de l'esplanade et installation de l'événement sur l'ensemble de la place.

Clôture : Un grand banquet internationaliste de la solidarité pourrait terminer l'année, alors que le congrès de Tours compta parmi ses délégués Ho Chi Minh et que celle qui fit sans doute basculer le congrès fut l'Allemande d'origine polonaise Clara Zetkin. Cette empreinte internationaliste, présente dès l'origine, n'a pas disparu pendant les cent ans qui ont suivi. De ce point de vue, ce grand banquet avec prises de parole de responsables nationaux et internationaux qui ont partie liée avec notre histoire et les enjeux présents. Il s'agira ainsi, à l'approche de l'anniversaire exact du congrès de Tours, de conclure cette année par un grand moment de fraternité mettant à l'honneur cette colonne vertébrale communiste, l'internationalisme.

Toute l'année, dès janvier, mais en particulier après les municipales, de grands débats nationaux décentralisés seront organisés dans tout le pays (par-delà les initiatives propres des fédérations et sections, initiatives absolument nécessaires). Ces débats, d'initiative nationale, doivent rencontrer un écho important et seront construits en lien direct avec les fédérations et régions concernées.

- 1. Le communisme et les communes**
- 2. Ce que les communistes ont changé en France et dans la vie des Français**
- 3. L'actualité de l'affrontement capital/travail et de la nécessité de l'appropriation sociale**
- 4. L'internationalisme et le combat pour la paix**
- 5. L'action anticolonialiste**
- 6. L'écologie**
- 7. L'égalité femmes-hommes**
- 8. La lutte contre le racisme et l'antisémitisme**
- 9. La figure du militant**
- 10. La continuité du rapport à la République**
- 11. L'engagement culturel**
- 12. L'apport communiste à la construction d'offres majoritaires**

Dans le même temps, deux grandes expositions pourraient être organisées. L'année pourrait s'ouvrir sur une grande exposition présentant

pour la première fois cent ans d'affiches communistes (originales). Celle-ci pourrait être marquée par la vente aux enchères d'affiches historiques dont nous disposons de plusieurs exemplaires. S'il est souhaitable que chaque fédération organise sa propre exposition au plus près des réalités qui sont les siennes, une version réduite sous la forme de kakemonos sera disponible à la vente pour les fédérations qui le souhaitent. En miroir, à l'automne, une grande exposition d'art sera proposée, à partir de notre fort patrimoine d'œuvres qui a rassemblé les plus grands dans l'histoire de l'art contemporain, mais également des créations.

Les initiatives ciblant directement la jeunesse doivent également être envisagées : la réalisation d'un jeu vidéo du centenaire et une activité spécifique sur Internet et les réseaux sociaux sont prévues notamment. Le centenaire peut être également l'occasion d'un travail important en matière d'archives : dépôt des archives de section et de fédération dans les services publics d'archives ; recueil et enregistrement de témoignages ; constitution de bureau des archives populaires...

Nous demandons à toutes les fédérations de nous indiquer les initiatives qu'elles ont prévues afin que nous puissions présenter un calendrier global des initiatives en décembre 2019, accompagné des ressources (livres, films, pièces...) disponibles pour les fédérations et sections. »

[...]
« Par ailleurs, parce que ce centenaire est celui de tous les communistes, nous proposons un timbre spécial centenaire, c'est-à-dire la cotisation d'un 13^e mois pour nous permettre de ne pas rater ce rendez-vous avec l'histoire et l'affronter au contraire à la hauteur des possibles et des exigences. »



Notre avenir, nos choix, l'éducation est un droit !

Les jeunes communistes s'attaquent aux réformes de l'éducation. Une des deux campagnes pour cette rentrée porte sur les enjeux d'éducation, en plus de la contestation des réformes en cours dans l'éducation, celle-ci s'inscrit en positif autour de revendications concrètes pour l'éducation.

Les conséquences des réformes dans l'éducation

Depuis près de deux ans maintenant, le gouvernement enchaîne les réformes en lien avec l'éducation : sélection à l'entrée de l'université ; loi ORE ; réforme du bac général ; réforme de la filière professionnelle ; réforme de l'apprentissage ; augmentation des frais d'inscription à l'université... Toutes ces réformes se mettent en place sur fond d'austérité dans l'ensemble des services publics. Celles-ci ont des conséquences désastreuses sur la qualité de l'enseignement.

Toutes ces politiques sur l'éducation s'inscrivent dans une même logique : celle du libéralisme, à savoir organiser une mise en concurrence entre les élèves, les étudiant-e-s, les établissements. Cette concurrence accentue la reproduction sociale. C'est également la reproduction des inégalités liées au genre et plus largement la multiplication des décisions discriminantes et vexatoires. Ces réformes ont également pour vocation d'ouvrir de nouveaux marchés, comme en témoigne le dynamisme des établissements privés d'enseignement supérieur.

Tous les efforts d'enfumage du gouvernement sont vains quand ils se heurtent aux faits. Face à ces réformes, la colère et le désarroi ne cessent de grandir chez des millions de jeunes, vis-à-vis de leurs conditions d'études présentes ou à venir, mais aussi plus largement vis-à-vis de leur droit à construire sereinement et dignement leur avenir. En d'autres termes, la politique du gouvernement en matière d'éducation entre en contradiction directe avec les besoins et les aspirations des jeunes.

Le MJCF pose un contre-projet à ces réformes

Au-delà de la simple contestation de ces réformes, le MJCF s'inscrit en positif en posant directement un contre-projet à ce qui est fait actuellement. Pas nécessairement un programme complet pour l'éducation, alternatif à ce qui se fait aujourd'hui, ni pour autant la seule opposition à la dernière attaque législative. Il s'agit de prioriser une ou quelques propositions, rassemblées derrière ce mot d'ordre unique et percutant : « Notre avenir, nos choix, l'éducation est un droit ».

La campagne est bien lancée. Dès les premiers jours de la rentrée le MJCF était présent devant les lieux d'enseignement pour dénoncer les différentes réformes et présenter ses revendications. Cette campagne a eu un très bon écho sur le terrain et a permis au MJCF de se renforcer sur les lieux d'enseignement. Il s'agit désormais de réfléchir à poser des perspectives de mobilisation.

Partir des réalités des jeunes

La deuxième phase de la campagne va débiter après les vacances d'octobre. L'objectif de cette phase est de partir des problèmes concrets que rencontrent les jeunes face à ces réformes pour ensuite monter en généralité et poser des perspectives de mobilisations. Pour ce faire, les jeunes communistes ont débuté un travail de recensement des problèmes concrets liés aux réformes de l'éducation (absence de spécialités dans des établissements, chevauchement d'emplois du temps, incertitudes autour de l'organisation des épreuves de contrôle continu, etc.). Le recensement de ces problèmes locaux doit permettre d'être des points d'appui par la suite pour lancer des mobilisations autour de revendications locales.

Cette campagne permet de toucher une grande partie de la jeunesse, à savoir les jeunes scolarisé-e-s. Cette campagne permet de partir des problèmes concrets que les jeunes rencontrent au quotidien et de leur faire prendre conscience que ces problèmes sont communs à de nombreux jeunes dans le pays et sont le résultat des politiques austéritaires. ✪

Léon Deffontaines
secrétaire général du MJCF



General Electric: Stop au démantèlement !

Développer la filière énergétique industrielle pour répondre aux besoins humains, écologiques et sociaux de nos territoires pas à ceux de la finance !

Pour une politique énergétique cohérente et efficace [...] l'enjeu immédiat est donc la préservation et le développement de la filière des turbines à gaz. C'est l'intérêt vital pour l'avenir du territoire, de ses salariés, sa jeunesse, ses habitants, ses PME sous-traitantes. C'est l'intérêt du pays tout entier d'insérer son industrie dans une transition écologique réussie, en faisant en sorte que l'efficacité sociale et économique l'emporte sur le profit égoïste.

Nous récusons les fausses solutions de la diversification [...] ne permettant pas de préserver les compétences humaines et l'outil industriel, dont la disparition serait irréversible.

Nous demandons :

1. Un moratoire immédiat.
2. Un plan de développement industriel ambitieux de la filière au service de l'objectif de « neutralité carbone », des besoins d'énergie, du développement de nos territoires et de l'emploi, [...] s'appuyant sur l'atout humain exceptionnel de Belfort en lien avec les fonctions supports et les services commerciaux, d'ingénierie ou de recherche, les services publics et la mobilisation de moyens financiers bancaires.
3. La dénonciation de l'accord de cession d'Alstom-énergie à GE de novembre 2014, que GE n'a pas respecté.
4. La création d'un comité de suivi démocratique, doté d'un pouvoir effectif de contrôle des engagements [...]

Des solutions existent, le gouvernement a des leviers pour agir [...] Il est temps de mettre un coup d'arrêt à des décisions qui nous emmènent un peu plus vers le point de non-retour des technologies et capacités industrielles fondamentales de notre pays. Pour retrouver la voie d'une véritable politique industrielle et de services au service des besoins sociaux et écologiques de notre pays, et de nos territoires, nous voulons contribuer à imposer d'autres choix que ceux d'une industrie soumise aux exigences exclusives de la finance. Notre argent et celui de nos banques doit servir à autre chose. ✪

Signer là :

<https://framaforms.org/generalelectric-1560508350>



Pour que vive le Rojava. Stop Erdogan !



La situation du Rojava est catastrophique. Les combats ont atteint un niveau de brutalité exceptionnel comme en témoignent le nombre de victimes civiles et militaires et l'exode des 160 000 déplacé·e·s, dont 70 000 enfants selon l'ONU. Le Rojava pacifiste, féministe, démocratique et progressiste agonise, entraînant dans sa chute une nouvelle phase de violences en Syrie, au Moyen-Orient mais aussi dans le monde.

Les États-Unis de D. Trump parachèvent depuis le 13 octobre leur désengagement, livrant les populations et les combattant·e·s des Forces démocratiques syriennes (FDS) au feu de l'armée turque et à la sauvagerie de ses supplétifs djihadistes. Des villageois·e·s sont exécuté·e·s froidement alors qu'une dirigeante kurde a subi le martyre avant de succomber. Certain·e·s djihadistes sont parvenu·e·s à s'enfuir des camps de rétention sous contrôle kurde et s'engagent déjà aux côtés d'Ankara ou rejoignent les cellules de Daech.

Face à cette situation, les FDS et le commandement des YPG ont dû faire appel, sous les auspices de la Russie, au régime syrien qui a dépêché l'envoi de contingents à la frontière turque.

Pour les Kurdes, contraint·e·s et forcé·e·s, l'objectif de cet accord est

d'empêcher la transformation du Rojava en djihadistan et « de sauver la vie de millions de Kurdes. Il s'agit d'un compromis douloureux, mais entre le compromis et le génocide du peuple kurde nous choisissons la vie. » Bachar al-Assad se frotte les mains et capitalise ainsi l'affaiblissement des Kurdes qu'il qualifiait voici peu de « traîtres ». Le tyran de son peuple entend briser l'expérience d'autonomie démocratique en rétablissant sa féroce autorité dont les Kurdes ont déjà payé un lourd tribut.

L'engrenage guerrier s'amplifie et peut dégénérer à tout instant.

Si les protestations internationales d'ampleur sont à souligner, elles demeureront inefficaces si elles en restent là. R.T. Erdogan continuera à avoir les mains libres. Il faut donc tout faire pour stopper cette offensive criminelle en tenant compte du rapport de force mouvant pour imposer un cessez-le-feu, l'arrêt des combats et le départ de la Turquie du sol syrien.

Notre mobilisation doit répondre avant tout aux demandes des Kurdes exprimées par Ilham Ahmed, co-présidente du Conseil démocratique syrien. Pour elle, « seule l'ONU peut empêcher que notre précieux projet de démocratie ne soit réduit en poussière » (*The Independent*, 11 octobre 2019).

Les Kurdes exigent l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne, sachant que, pour l'instant, seuls les États-Unis, qui les ont trahis, sont en capacité de l'imposer alors qu'ils sont sur le retrait.

La France et l'Union européenne doivent poursuivre leur aide aux Kurdes, mais aussi :

- Retourner devant le Conseil de sécurité de l'ONU pour faire reconnaître le rôle des Kurdes dans la lutte contre Daech et entériner l'autonomie démocratique en les plaçant sous protection internationale.
- Établir un dialogue avec la Russie dans la perspective d'une paix durable dans laquelle les droits des Kurdes seront préservés.
- Frapper la Turquie par des sanctions radicales et cela commence par un véritable embargo sur les armes, y compris celles dont les commandes sont déjà enregistrées, et l'inscrire dans la durée. Tous les contrats et accords de coopération doivent être rompus.

• Geler les avoirs personnels d'Erdogan.

• Avec le HCR, protéger les réfugié·e·s qui fuient les combats en aidant les pays d'accueil (Liban, Irak) et leur garantir un accueil digne en Europe s'ils le souhaitent.

La situation appelle à une grande responsabilité. La No Fly Zone (zone d'exclusion aérienne), oui, mais en aucun cas un engagement militaire qui ne ferait qu'ajouter la guerre à la guerre. L'urgence est de rassembler les pays qui expriment leur opposition à l'intervention turque mais aussi avec la Russie.

Le désastre actuel réside également dans les capitulations successives de la France et des pays de l'Union européenne face à l'arrogance et à la dictature de R.T. Erdogan. Externaliser et confier le sort des migrant·e·s à la Turquie a justifié toutes les bassesses et les turpitudes. Personne n'ignorait la volonté de R.T. Erdogan de « dé-kurdifier » l'est de l'Euphrate et de procéder à un nettoyage ethnique comme cela a été le

cas à Afrin. Comment prétendre méconnaître le mépris de la justice, du droit, des institutions et la destruction de la démocratie quand des milliers de démocrates croupissent dans les prisons turques, dont le leader kurde S. Demirtas? Comment donner du crédit au président R.T. Erdogan, honni par une frange croissante de sa population et sanctionné par les urnes?

Il est temps qu'un vaste débat s'ouvre dans le pays et au Parlement sur la politique internationale et de défense de la France, mais aussi sur son rôle et sa place au sein de l'OTAN. Que fait la France au sein du commandement intégré de cette organisation?

Le Parti communiste français ne ménagera pas ses efforts de solidarité avec le peuple kurde, avec la population de Rojava. Il est à leurs côtés, indéfectiblement, pour mettre un terme à la guerre, épargner les souffrances des populations, imposer leurs droits légitimes, l'intégrité souveraine d'une Syrie démocratisée. ✪

Secteur international du PCF

**« Il faut imposer un
cessez-le-feu et l'arrêt
des combats »**

**17 octobre 1961
17 octobre 2019**

**Jeudi 17 octobre à 18 heures
Rassemblement au pont Saint-Michel (Paris)
pour exiger Vérité et Justice !**

**Appel:
<http://international.pcf.fr/113042>**



Rapport parlementaire de Sébastien Jumel

École/handicaps

Le député communiste était, cet été, le rapporteur de la « Commission d'enquête sur l'inclusion des élèves handicapés dans l'école et l'université de la République ». Un rapport en trois parties : « Inclusion scolaire et universitaire : moins lacunaires et moins confidentiels, les chiffres ! » ; « l'accessibilité universelle à l'école et à l'université : passer de « on va le faire » à « on le fait » ; et « l'accompagnement : faire en sorte que les moyens s'adaptent aux besoins, et non l'inverse ». Un rapport riche d'une cinquantaine de propositions. Extraits de l'introduction.

Il y a un gouffre entre la pratique et la théorie, depuis la signature de la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) à New York, il y a bientôt trente ans, exige que « les enfants handicapés aient effectivement accès à l'éducation, à la formation, aux soins de santé, à la rééducation, à la préparation à l'emploi et aux activités récréatives, et bénéficient de ces services de façon propre à assurer une intégration sociale aussi complète que possible et leur épanouissement personnel, y compris dans le domaine culturel et spirituel. » [1]

Certes, on ne peut pas nier que des progrès ont été enregistrés depuis la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées, qui a institué la notion d'obligation scolaire. (...) Cependant, il a fallu attendre près de trois ans pour que la France ratifie la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées (CDPH), dont l'article 24 consacre le droit des personnes handicapées à l'éducation, en imposant notamment aux États parties de veiller à ce que « les enfants handicapés ne soient pas exclus, sur le fondement de leur handicap, de l'enseignement primaire gratuit et obligatoire ou de l'enseignement secondaire » et à ce que « les personnes handicapées puissent, sur la base de l'égalité avec les autres, avoir accès, dans les communautés où elles vivent, à un enseignement primaire inclusif, de qualité et gratuit, et à l'enseignement secondaire. » [2]

Ce n'est d'ailleurs qu'en 2013 que la notion d'« inclusion scolaire » des enfants et adolescents en situation de handicap a été consacrée par la loi [3]. C'est dire si l'inclusion scolaire et universitaire des élèves et étudiants en situation de handicap avance à pas lents. Preuve en est que, comme l'a indiqué lors de son audition le Défenseur des droits, M. Jacques Toubon, « le handicap est le premier motif de saisine du Défenseur des droits en matière de discrimination : il représente près de 23 % des quelque 5 000 saisines sur cette base. »

Les rapports régulièrement produits par l'Organisation des Nations unies (ONU) attestent également de ce que les marges de progrès en matière d'inclusion scolaire et universitaire restent considérables. (...) En d'autres termes, la progression quantitative de l'accueil des élèves et étudiants en situation de handicap dans les éta-

blissements scolaires et universitaires ne saurait masquer les graves lacunes dont pâtissent les conditions de cet accueil d'un point de vue qualitatif. Comme Mme Caroline Coutant y a exhorté, « il faut arrêter de s'en tenir à de grands discours démagogiques et cesser les manifestations d'autosatisfaction quand les familles crient à l'aide. Il est temps d'évoquer les sujets qui fâchent, de prendre en compte les dysfonctionnements que nous constatons quotidiennement, de ne plus s'en exonérer en prétextant qu'il s'agit d'un cas isolé. »

C'est l'état d'esprit qui a animé le groupe de la Gauche démocrate et républicaine lorsque, dans le cadre du « droit de tirage » que lui reconnaît l'article 141 du Règlement de l'Assemblée nationale, il a choisi, le 23 janvier dernier, de faire l'état des lieux, sans fard ni tabou, de l'inclusion des élèves et étudiants en situation de handicap dans l'école et l'université de la République, quatorze ans après la loi du 11 février 2005.

L'objectif était double. Il s'agissait, d'une part, d'établir un diagnostic partagé (et aussi précisément chiffré que possible) de la situation, car, du point de vue du rapporteur, on ne pourra progresser que sur ce que l'on saura correctement mesurer ; et, d'autre part, de proposer un « acte II » de la loi du 11 février 2005, fondé sur le pari, inspiré du « principe d'éducabilité », que tous les élèves et étudiants peuvent apprendre, à condition de leur en donner les moyens.

Pour relever le premier de ces deux défis, le rapporteur s'est attaché à faire le départ entre ce que l'on sait et ce que l'on ignore des réalités de l'inclusion scolaire et universitaire des élèves et étudiants en situation de handicap, ce qui l'a conduit à interroger plusieurs des ministères chargés de la mise en œuvre de cette politique publique. (...) Sans aller jusqu'à faire sienne la recommandation formulée par le Conseil national consultatif des personnes handicapées (CNCPH), qui préconisait l'an dernier d'« étudier la création d'un ministère unique ayant, parmi ses missions, la responsabilité de tous les enfants (petite enfance, école, accompagnements...), dont ceux en situation de handicap » [1], le rapporteur estime urgent et indispensable qu'en cohérence avec l'objectif affiché par le Gouvernement de créer, pour la rentrée

2019, un « grand service public de l'école inclusive » [4], le pilotage de la mesure statistique de l'inclusion scolaire et universitaire soit mieux structuré et centralisé. (...)

Proposition n° 1. En cohérence avec l'objectif de création d'un « grand service public de l'école inclusive », structurer et centraliser le pilotage de la mesure statistique de l'inclusion scolaire et universitaire des élèves et étudiants en situation de handicap. Rendre les chiffres moins lacunaires et moins confidentiels, les actualiser plus régulièrement (et autant que possible en temps réel) et les partager avec l'ensemble des acteurs concernés : c'est là la condition pour une gestion plus efficiente des politiques publiques qui visent à améliorer l'inclusion scolaire et universitaire des élèves et étudiants en situation de handicap.

Ces politiques méritent d'être déployées de manière encore bien plus ambitieuse qu'elles ne le sont aujourd'hui dans le cadre de la « révolution copernicienne » annoncée par le ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, M. Jean-Michel Blanquer. Elles gagneraient en particulier à faire l'objet d'une programmation des objectifs et des moyens (à la fois humains et matériels) qui, grâce à une politique nationale construite à partir de concertations menées sur les territoires, permette de réduire les fortes inégalités sociales et territoriales que la commission d'enquête a pu constater au gré de quelque quarante auditions et tables rondes auxquelles elle a procédé.

C'est de ce riche travail d'écoute et d'investigation que résulte la cinquantaine de propositions que le rapporteur soumet dans le présent rapport pour réaliser le « *saut qualitatif* » que Mme Sophie Cluzel a appelé de ses vœux lors de son audition, et pour « passer de « *Oui, on va le faire* » à « *Oui, on le fait* » », selon la jolie formule de Mme Amandine Torresan. 🌟

1. Article 23 de la Convention internationale des droits de l'enfant, 20 novembre 1989.
2. Article 24 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, signée le 30 mars 2007 et ratifiée par la France le 18 février 2010.
3. Loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République. L'article L. 111-1 du Code de l'éducation dispose désormais que le service public de l'éducation « veille à l'inclusion scolaire de tous les enfants, sans aucune distinction ».
4. Voir le lien suivant : https://handicap.gouv.fr/IMG/pdf/2019_dp_ecole_inclusive.pdf

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville.....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e • COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur), Gérald Briant, Léon Deffontaines, Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Delphine Miquel, Laurence Patrice, Yann Le Pollotec, Julien Zoughebi.
 RÉDACTION : Gérard Streiff (Tél. : 01 40 40 11 06) Mèl : communistes@pcf.fr RÉLECTURE : Jacqueline Lamothe
 MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81) Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA